

## LES MENAGES ET LEUR RAPPORT A L'ECLAIRAGE : LUMIERE SUR UNE CONSOMMATION INVISIBLE

- Sylvia BECERRA, sociologue, Chargé de Recherche au LMTG-CNRS  
Et l' IUP-SAII -

L'ADEME encourage un usage rationnel de l'énergie en promouvant des ressources renouvelables et en diffusant des technologies propres et sobres. Mais ces innovations rencontrent des problèmes dans leur diffusion et ne sont pas adoptées par le grand public. Elles sont souvent considérées comme coûteuses, incertaines, complexes et souffrent d'un déficit d'image par rapport aux technologies déjà existantes. Pourtant, à travers certains sondages on s'aperçoit que les individus se disent de plus en plus conscients et sensibles aux questions environnementales. Mais leurs préjugés quant aux nouvelles technologies, ainsi que leur intégration dans une société de consommation qui n'incite pas à changer ses habitudes et à se limiter, les retiennent dans le passage à l'action. Cette étude appréhende les pratiques réelles des ménages pour identifier les contraintes au changement de comportements en matière d'économie d'énergie, notamment dans le domaine de l'éclairage domestique. L'éclairage correspond au second rang des plus importants postes de consommation d'électricité dans la sphère domestique. Au vu de l'incohérence entre les déclarations des ménages (sensibilité pour l'écologie) et les résultats en terme d'économie d'énergie (les consommations d'énergie sont même plutôt en progression), il semble nécessaire de confronter les discours aux pratiques concrètes. Les ménages font-ils le lien entre leurs pratiques concrètes (inclus dans des routines, donc peu remises en question) et la problématique énergétique globale ? L'étude tente de caractériser les pratiques sociales concrètes en matière d'éclairage domestique afin de construire des profils-types et des catégories de comportements. Ce classement permet ensuite de hiérarchiser les priorités en terme d'actions à mettre en œuvre pour favoriser le changement.

### ► Invisibilité du coût d'éclairage

#### *Une facture introuvable*

Recevant une facture globale à intervalles réguliers, les ménages n'ont pas souvent connaissance du prix du kilowatt/heure. Ils ont souvent recours au prélèvement automatique, et ne sont finalement

pas en mesure d'évaluer la part de l'éclairage dans leur facture. Ils ont alors tendance à considérer celle-ci comme une fatalité, un mal nécessaire, au même titre que l'électricité, qui apparaît comme un bien collectif indispensable (la longue tradition de service public lié à la fourniture d'électricité peut expliquer en partie cette conception). La faible visibilité de la dimension économique de l'éclairage constitue un obstacle à la prise de conscience de ses coûts financiers et écologiques.

#### *L'effet pervers des systèmes de contrôle*

Certains systèmes automatiques d'allumage devraient permettre de compenser l'oubli de lumière dans des pièces non utilisées. Mais ils sont plutôt contre-productifs, car ils rendent invisibles les opérations d'allumage/extinction. Par conséquent, rien ne rappelle aux individus qu'ils consomment de l'électricité, puisque le début et la fin de la consommation ne sont plus matérialisés par des gestes (allumer ou éteindre l'interrupteur).

### ► Logiques et pratiques des ménages en matière d'éclairage

#### *Les fonctions de l'éclairage*

Les gestes en lien avec l'éclairage répondent à des logiques très diverses :

- Logique du bien-être :

On recherche le réconfort, l'esthétique, l'intimité ou la sécurité en créant des ambiances lumineuses. A ce propos, les LBC sont souvent considérées comme produisant une lumière "glauque".

- Fonction symbolique:

La lumière permet de mettre en scène son intérieur; elle comporte une forte dimension sociale puisqu'elle permet d'être vu. La moitié des enquêtés déclare utiliser plus de lampes quand ils reçoivent des invités. Le critère esthétique l'emporte donc souvent sur le critère économique car l'éclairage est un moyen de distinction.

- Logique sécuritaire:

Installer des lumières dans certains espaces (chemins,

porches, escaliers...) peut donner une impression de sécurité, en dissuadant des voleurs de passage, ou en évitant de tomber dans l'escalier de la cave par exemple.

### *Les comportements en matière d'éclairage*

On distingue 4 profils types de comportements illustrant ce que l'on a principalement observé :  
-Les "j'm'en foutistes"

Aucune attention n'est prêté à la facture d'électricité. On gaspille en connaissance de cause sur le mode du "droit à" (« je suis chez moi, je me fais plaisir »). Ils sont réfractaires à toute idée de remise en cause de leurs habitudes et estiment qu'on ne peut pas leur dicter ce qu'ils font chez eux.

-Les "consoméristes économes"

Ces personnes ont conscience du coût économique de l'éclairage, et mettent en place des procédés pour réduire leur facture. Ils ont des actions éducatives assez élaborées pour transmettre leurs manières de faire économes.

-Les "anti-gaspi révoltés"

Ils sont idéologues et s'opposent fermement à la consommation inutile et excessive d'électricité. Ils partent en guerre contre les veilles et lumières oubliées, et font respecter la loi de l'économie d'éclairage dans leur maison. La conscience du coût environnemental lié à l'éclairage n'est pas forcément très développée mais ils sont a priori convaincus du caractère urgent et responsable des économies d'énergie.

-Les "conforts- comptables"

Ils se disent économes, sensibles aux questions environnementales, éventuellement disposés à changer leurs habitudes pour les rendre moins énergivores. Mais dès que ces transformations affectent leurs représentations du confort, ils se montrent plus réservés. Ils ne peuvent pas être confondus avec les "j'm'en foutistes" puisqu'ils se disent concernés et responsables, ni avec les "consoméristes économes" qui n'affichent aucune conscience écologique, ni avec les "anti-gaspi révoltés", puisqu'ils ne se sentent pas tenus par une sorte de nécessité citoyenne de lutter pour la cause environnementale. Ils sont les plus nombreux et reflètent bien le dilemme « coûts concentrés /avantages diffus » qui ralentit toute tentative de changement. Voyant les bénéfices de leurs efforts éloignés en distance et en temps, les individus ont tendance à ne rien faire.

### **► Raisons et amorçage d'un changement d'équipement ou de pratiques liées à l'éclairage**

*Les travaux : une occasion de changer ses habitudes ?*

Questionner les ménages sur les types de travaux

concernant l'éclairage entrepris permet de cerner les motivations de chacun (la recherche d'économie d'énergie était-elle en jeu ?) et les fonctions de l'éclairage auxquelles elles sont liées. Les raisons principales pour réaliser des travaux sont la recherche de luminosité, la volonté de faire des économies financières, la recherche de confort ou celle de sécurité. La dimension écologique est totalement absente des motivations des ménages. Cependant, une fois accomplis, ils permettent d'obtenir des résultats sur ce plan, réalisant des économies d'énergie.

*L'achat d'ampoules ou de luminaires : quelle place pour le changement ?*

L'achat d'ampoules se fait généralement de façon mécanique, à l'occasion des courses ordinaires. Il est répétitif, et on change rarement de modèle d'ampoules, d'autant plus que celles-ci se vendent souvent par lots. A l'inverse, l'achat de luminaires suppose davantage de réflexions, d'hésitations, de débats au sein du ménage. Ce n'est pas un achat fonctionnel, et le luminaire est davantage objet de décoration que support à la lumière. Le critère esthétique l'emporte donc largement sur l'économique. D'autre part, le luminaire détermine quel type d'ampoule on souhaite utiliser (puissance, qualité, forme...), ce qui fait de lui un objet important dans la mise en place d'un changement de comportements. En amont de celui des ampoules, l'achat du luminaire représente un moment-clé pour favoriser le passage à un nouveau type d'ampoules (en l'occurrence les LBC). Il peut donc être efficace de ne pas confiner la promotion des économies d'énergie aux seuls rayons « ampoules », mais d'élargir celle-ci aux rayons « luminaires ».

### **► Raisons d'une certaine inertie dans les pratiques d'éclairage**

*Apprentissage et arbitrage familial en matière d'éclairage*

S'il n'y a pas d'éducation spécifique et directe en matière d'éclairage, il existe des règles plus ou moins explicites qui se transmettent au cours de la socialisation primaire. Les enfants issus de familles modestes disent avoir reçu diverses injonctions les conduisant à adopter des habitudes économes en matière d'éclairage (sans forcément développer une conscience écologique). Mais l'éducation économique durant la socialisation primaire ne garantit pas la pérennité des bonnes pratiques, car durant la socialisation secondaire, et plus spécifiquement, à l'occasion de changements de contexte (départ du domicile familial, vie commune, arrivée des enfants...), les règles sont renégociées et

débatues au sein du ménage, générant parfois des conflits. Un arbitrage est mis en place autour de divers enjeux : le gaspillage, l'écologie, les finances, l'esthétique, la sécurité... Les procédés mis en œuvre par l'arbitre familial (le plus économe) sont plus ou moins sévères, allant du "passage derrière l'autre" aux sanctions, donc plus ou moins efficaces. Ce type de régulation ralentit les changements possibles en matière d'économie d'énergie.

### *La difficile insertion des LBC?*

De façon générale, les personnes interrogées connaissent mal les ampoules à économie d'énergie et leur préfèrent les lampes ordinaires. Ces réticences s'expliquent de diverses manières:

- Des représentations négatives entourent les LBC (luminosité, esthétique...)
- Une mauvaise connaissance du prix et des caractéristiques

- Une utilisation perçue comme contraignante
- Une forme perçue comme contraignante (problème d'esthétique et compatibilité avec les luminaires)

Au-delà de ces "a priori" concernant les LBC, le passage à un autre type d'ampoules suppose deux changements : dépasser les routines et repenser l'impact de ses propres gestes sur la consommation (à quoi servent les économies d'éclairage ?). Ce dernier point nécessite une certaine réflexivité de la part des acteurs : il doivent passer d'une logique au jour le jour (l'utilisation des ampoules est quotidienne, elle n'est pas vraiment réfléchie) à une logique du long terme. L'inertie des pratiques d'achat et de représentations de l'éclairage s'explique aussi par la fonctionnalité du système déjà en place : tant que le système d'éclairage fonctionne, on ne s'interroge pas sur sa possible transformation. C'est donc sur la réflexivité des acteurs qu'il faut principalement agir, en mettant en place des outils :

- Informers les consommateurs sur les lieux d'achat
- Mettre les LBC sur le devant de la scène
- Insister sur les avantages des LBC : leur longue durée, le rapport coût/avantage qu'elles induisent, les évolutions esthétiques.
- Associer techniquement et esthétiquement ampoules et luminaires sur les lieux de vente, en regroupant les objets compatibles.

### **► Conclusion : rendre visible les dépenses liées à l'éclairage et coordonner les actions de promotion des économies d'énergie**

Les ménages interrogés ne considèrent pas l'éclairage comme un poste énergivore en matière d'électri-

cié. La part représentée par celui-ci dans l'ensemble de la facture énergétique leur restant invisible, ils n'ont pas conscience de son coût économique réel et encore moins de ses effets sur la dimension écologique. La mesure la plus efficace pour amorcer le changement, mais peut-être techniquement difficile à mettre en place, serait de rendre visible le coût de la consommation d'éclairage. Par ailleurs, la transformation des représentations et des pratiques est ralentie par les diverses négociations au sein des ménages, qui, en l'absence d'injonctions répétées, conservent leurs habitudes. Il semble nécessaire de promouvoir une politique publique d'économies dans le domaine de l'éclairage qui prendrait en compte la diversité des ménages et des pratiques, en multipliant les actions incitatives. La mise en œuvre de cette politique devrait s'appuyer sur des « médiateurs » : les professionnels du bâtiment (ils pourraient jouer un rôle de prescripteurs en proposant des installations éco-performantes), les réseaux de distributeurs (ils sensibiliseraient les clients aux questions énergétiques, au rayon « ampoules » comme au rayon « luminaires »), et les agences publiques (elles pourraient développer deux types d'actions : l'information mais aussi l'incitation, en subventionnant certains travaux de mise aux normes écolo-nomiques par exemple...). Ces trois médiateurs doivent se relayer, pour qu'il n'y ait pas de contradictions entre les prescriptions de l'un et les conseils de l'autre.

### **► Méthodologie**

Les 27 ménages enquêtés sont propriétaires depuis plus de dix ans d'une maison individuelle dans l'agglomération toulousaine. Cette condition a permis d'interroger des personnes ayant suffisamment de marge financière pour que la variable économique soit à peu près neutralisée. Il fallait aussi que les ménages aient eu le temps de réaliser des travaux, pour interroger leurs logiques d'action. L'enquête s'est déroulée en deux temps :

- Une phase exploratoire, où des observations ont été réalisées sur la « gestion de l'éclairage » à l'intérieur d'une famille. L'objectif était de se familiariser avec cet univers anodin et de repérer comment les individus mettent en œuvre leurs pratiques ordinaires. Une phase d'investigation durant laquelle des entretiens approfondis ont été réalisés autour de différents thèmes :

- les usages de l'éclairage
- le dispositif d'éclairage existant et ses modifications
- l'univers des valeurs
- la facture d'électricité et sa place dans le rapport à l'éclairage
- les achats d'ampoules et de luminaires
- les pratiques écologiques